

FORUM OPEN AGRIFOOD

AGRICULTURE ET ALIMENTATION QUE VEUT LA FRANCE? QUE VOULONS-NOUS?

24 ET 25
NOVEMBRE
2025

CENTRE DE CONFÉRENCES
ORLÉANS



12^e
ÉDITION

EDITO

Le Forum Open Agrifood rassemble chaque année celles et ceux qui font vivre l'agriculture et l'alimentation, de la terre à l'assiette. Ce rendez-vous n'est pas un salon, ni une conférence ou un colloque : c'est un lieu d'échanges, d'écoute et de dialogue, où chacun met ses convictions à l'épreuve des faits et d'autres opinions. À Orléans, pendant deux jours, producteurs, industriels, distributeurs, chercheurs, élus, associations, étudiants et citoyens confrontent leurs points de vue, partagent leurs interrogations et cherchent ensemble des voies d'action. Ici, ce sont les idées, les controverses et les alliances inattendues qui occupent la scène et la salle.

Cette édition interroge le concept de souveraineté alimentaire qui s'impose dans un contexte de bouleversements climatiques, économiques et géopolitiques. Il invite à questionner nos modèles, nos dépendances, nos marges de manœuvre collectives. La souveraineté n'est pas une idée figée : c'est un équilibre à construire entre acteurs et territoires. Nous vous proposons d'en débattre à voix haute.

Plus largement, il s'agit de trouver les voies d'un récit commun sur l'agriculture et sur l'alimentation. Les débats récents démontrent qu'il y a urgence à renouer un pacte entre la société française et ceux qui assurent son alimentation. Parce qu'aucune solution durable ne naîtra d'un seul point de vue, mais de la rencontre entre expériences, savoirs et volontés. Bienvenue dans cette agora ouverte, où se cultive l'envie de comprendre avant de juger, et d'agir pour le bien commun.



Emmanuel Vasseneix

Président de l'Open Agrifood



Claude Risac

*Président de l'Open Agrifood
Initiatives*



SOMMAIRE

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE 4

LES FORMATS DU FORUM 11

LE PROGRAMME 12

LES PARTENAIRES 16

LES ANIMATIONS 20

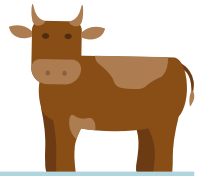
L'ÉCOLE DE L'ALIMENTATION 24

L'OPEN AGRIFOOD 27





LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE



Définition

La souveraineté alimentaire désigne **la capacité d'un pays à décider de sa politique agricole et alimentaire** pour nourrir sa population avec des produits sains, durables et accessibles, produits en priorité sur son territoire. Elle ne signifie pas produire absolument tout, mais réduire les dépendances critiques et redonner aux citoyens et aux agriculteurs le pouvoir de choisir leur modèle alimentaire.



Elle se distingue de la **sécurité alimentaire**, qui vise seulement à garantir que chacun ait assez à manger, et de l'**autonomie alimentaire**, qui mesure le rapport entre ce qu'un pays consomme et ce qu'il produit. La souveraineté va plus loin, car elle associe la production agricole à la liberté de définir ses propres règles économiques, sociales et environnementales.

La souveraineté alimentaire sous-tend le **droit des populations à définir leur politique agricole et alimentaire** :

- Le droit des agriculteurs à produire des aliments et le droit des consommateurs de décider des aliments qu'ils veulent consommer.
- La priorité donnée à la production agricole locale pour nourrir la population.
- Le possibilité pour un ou plusieurs états formant une zone économique de se protéger des importations agricoles et alimentaires à trop bas prix.
- La participation des citoyens aux choix de politique agricole.



Pour ne pas apparaître comme un simple retour à l'autosuffisance nationale, **la souveraineté alimentaire doit clairement promouvoir une approche régionale fondée sur les complémentarités et la solidarité.**

La réflexion doit aussi prendre en charge l'analyse de l'évolution de la demande alimentaire et la capacité des filières agro-alimentaires locales d'y répondre.

La souveraineté alimentaire passe nécessairement par la préservation des capacités productives dans la durée, il est donc indispensable de préserver les ressources, la biodiversité, la santé des sols et la vie des écosystèmes : la transition agroécologique, qui permet le développement de modèles vertueux, permet d'assurer les capacités de production aujourd'hui et demain.



Au sens littéral, une « souveraineté alimentaire » en France est quasi-impossible.

Manger uniquement ce que nous produisons équivaut à se priver de nombreux produits et à en manger d'autres en excès. Selon une récente étude de France Agrimer, notre pays est autosuffisant ou presque sur les céréales, le sucre, le vin et certains produits laitiers. Mais pas sur les fruits tropicaux, les agrumes, le café, le thé, le cacao, le riz ou certains poissons comme le saumon et le cabillaud. Des produits très consommés en France, mais pas ou très peu produits chez nous.





La France et sa souveraineté alimentaire

La France est une grande puissance agricole. En **2023**, on comptait environ **349 600 exploitations agricoles** et elle représente près de **18 % de la production agricole de l'Union européenne**. Certaines filières sont excédentaires : céréales, lait, vin. L'excédent agricole français a connu une chute significative et menace de devenir négatif.

Les fragilités françaises

Près de **50 % des fruits et légumes consommés en France sont importés**. Pour le poisson, la dépendance est encore plus forte : environ **70 % des poissons consommés viennent de l'étranger**. L'élevage dépend fortement des importations : la France achète chaque année entre 3 et 4 millions de tonnes de soja, dont environ **67 % viennent du Brésil**.



La guerre en Ukraine a révélé une fragilité : avant le conflit, près de **30 % des engrais azotés utilisés en Europe provenaient d'Ukraine et de Russie**. En France, le même paradoxe se retrouve dans l'usage des terres : sur 28 millions d'hectares agricoles, **43 % servent à l'exportation**, tandis que le pays importe l'équivalent de 10 millions d'hectares cultivés à l'étranger pour sa consommation.

Ces fragilités remettent en question la souveraineté alimentaire de notre pays.

Sur le **plan économique**, la souveraineté est cruciale : environ 3,5 millions de personnes travaillent dans l'agriculture et l'agroalimentaire, mais certaines filières souffrent, comme les fruits et légumes où le déficit commercial se creuse chaque année.

Sur le **plan environnemental**, la dépendance au soja importé alimente la déforestation en Amazonie et le transport de produits hors saison accroît notre empreinte carbone.

Sur le **plan social**, garantir la souveraineté alimentaire, c'est aussi assurer à chacun un accès à une nourriture locale et de qualité, alors que près de 9 millions de Français vivent sous le seuil de pauvreté.

Notions en lien avec la souveraineté alimentaire

Projets alimentaires territoriaux

Les **projets alimentaires territoriaux (PAT)** sont des outils de la souveraineté alimentaire de la France : ils ont pour objectif de **relocaliser l'agriculture et l'alimentation dans les territoires** en soutenant l'installation d'agriculteurs, les circuits courts ou les produits locaux dans les cantines.

Ils sont élaborés collectivement à l'initiative des acteurs d'un territoire (collectivités territoriales, entreprises agricoles et agroalimentaires, artisans, citoyens, associations, etc.).



Revenus agricoles et souveraineté

En 30 ans, le revenu net de la branche agricole a baissé de près de 40 % en France en euros constants. En même temps, le nombre d'exploitations agricoles a diminué de 60 %. Le résultat net par actif agricole non salarié a subi des variations hétérogènes selon le type d'exploitation.



L'activité agricole ne suffit pas à faire vivre les ménages agricoles : seul un tiers de leurs revenus en dépend en moyenne. Le reste provient d'autres sources, surtout du revenu du conjoint, et à 20 % du patrimoine (notamment du fermage). Les revenus sont plus élevés au nord qu'au sud et au centre, en raison des types de production : plus faibles dans l'élevage bovin pour la viande, plus élevés dans les grandes cultures, l'élevage porcin et jusqu'il y a peu la viticulture.



Loi EGALIM

La loi du **30 octobre 2018** pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous, dite « loi agriculture et alimentation » ou « loi Égalim 1 » fait suite aux États généraux de l'alimentation (2017).

La loi EGALIM avait pour objectif :

ASSURER LE REVENU DES AGRICULTEURS

Elle relève le seuil de revente à perte de 10 % et encadre les promotions sur les produits alimentaires ainsi que les négociations tarifaires entre distributeurs et fournisseurs.

AMÉLIORER LES CONDITIONS SANITAIRES ET ENVIRONNEMENTALES DE PRODUCTION

Elle interdit les néonicotinoïdes pour protéger la biodiversité, et suspend le dioxyde de titane dans l'alimentation.

RENFORCER LE BIEN-ÊTRE ANIMAL

Elle étend le délit de maltraitance animale, double les sanctions pénales encourues, désigne un responsable de la condition animale dans chaque abattoir, etc.

FAVORISER UNE ALIMENTATION SAINE, SÛRE ET DURABLE

Elle oblige la restauration collective à s'approvisionner avec au moins 50 % de produits de qualité ou locaux à partir du 1er janvier 2022.

RÉDUIRE L'UTILISATION DU PLASTIQUE

Elle interdit les touillettes et pailles en plastique interdites dès 2020.

Ce texte a été complété par deux autres lois :

LA LOI DU 18 OCTOBRE 2021

visait à protéger la rémunération des agriculteurs, dite « loi Égalim 2 ». Elle entend garantir une plus juste rémunération des agriculteurs en rééquilibrant les relations commerciales entre les acteurs de la chaîne alimentaire et agroalimentaire. Elle crée le « rémunéra-score » (affichage sur la rémunération des agriculteurs), qui est en cours d'expérimentation.

LA LOI DU 30 MARS 2023

tend à renforcer l'équilibre dans les relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs (« loi Égalim 3 »). Elle prolonge aussi la majoration de 10 % du seuil de revente à perte jusqu'en avril 2025 et l'encadrement des promotions jusqu'en avril 2026.



Prix agricoles et souveraineté

Dans le cadre de l'ancienne **politique agricole commune (PAC)**, un mécanisme avait été instauré pour inciter les agriculteurs à produire davantage, grâce à la garantie d'un prix d'achat fixe, défini au niveau communautaire. Ce système a engendré une surproduction, pesant sur le budget de la Communauté européenne. Il a progressivement été abandonné à partir de 1992.

Aujourd'hui, **la fixation des prix est du ressort des acteurs privés**. C'est un processus complexe qui dépend du type de produit. Par exemple, pour la viande de porc, le prix est fixé au **Marché du Porc Breton (MPB)** à Plérin. Les éleveurs y vendent aux enchères leurs animaux aux abatteurs, qui les revendent ensuite à la grande distribution. Les transactions hors marché s'alignent sur le cours du MPB, référence nationale.

Pour le lait, les producteurs travaillent avec des entreprises sous la forme de contrats d'une durée minimale de cinq ans. Cette **contractualisation entre les producteurs de lait et les acheteurs** a été rendue obligatoire avec la suppression du régime des quotas laitiers dans l'Union européenne.

La **dérégulation des marchés agricoles** a entraîné une plus grande volatilité des prix. Ceux-ci peuvent fluctuer en fonction de l'offre et de la demande et de facteurs externes tels que les chocs économiques. Le prix de certains produits comme le sucre ou les céréales sont influencés par les prix mondiaux et européens.

Les **prix à la production agricole (IPPAP)**, c'est-à-dire en sortie de ferme, ont augmenté d'environ **23 % en 2022 par rapport à 2021**, en raison de la hausse des coûts des matières premières et de l'énergie liée à la guerre en Ukraine. Cette hausse a fortement alimenté l'inflation alimentaire.



Importation et souveraineté

Selon le Haut-Commissariat au plan, **les importations agricoles et agroalimentaires de la France représentent environ 20 % de l'alimentation nationale** et proviennent essentiellement des pays de l'Union européenne. Elles ont doublé entre 2000 et 2019.

Les taux d'importation varient selon les denrées :

50 %

des **fruits et légumes**, contre environ un tiers il y a 20 ans

34 %

de la **consommation intérieure de volailles** en 2017, contre 13 % en 2000

25 %

de la **consommation de porc**

Dans le secteur des produits laitiers, la valeur des importations a été multipliée par deux entre 2005 et 2017, compte tenu de l'augmentation des importations de fromages et de beurre.

Cela peut avoir des conséquences sur la sécurité sanitaire, comme le souligne un rapport du Sénat de 2019 : entre 8 et 12 % des denrées alimentaires importées de pays tiers ne respectent pas les normes européennes de production (essentiellement à cause de l'emploi de pesticides).

Plusieurs raisons peuvent expliquer la perte de compétitivité de la France :

- un « dumping » social important de nos principaux concurrents européens et mondiaux dans le but de gagner nos parts de marché ;
- des fragilités structurelles dans certaines filières ;
- une tendance à la surréglementation par des transpositions propres à la France que ne réalisent pas d'autres pays européens ;
- certains choix de spécialisation, portés vers l'alimentation haut de gamme.



Rang français

La France reste une grande puissance agricole, mais son influence recule depuis deux décennies. En **2024**, elle n'est plus que **sixième exportateur agroalimentaire mondial**, contre deuxième à la fin des années 1990.

Sa **part de marché à l'export** est tombée **de 11 % à 4,5 % entre 1990**

et 2022, dépassée par les Pays-Bas, l'Allemagne, le Brésil, la Chine et les États-Unis. L'excédent agroalimentaire a chuté à 1,2 milliard d'euros en 2025 (-82 % en 1 an), tandis que les importations alimentaires ont plus que doublé depuis 2000. La filière des vins spiritueux, jusqu'ici solide, est

mise en difficulté par les phénomènes climatiques d'une part, d'autre part par les politiques douanières de certains pays comme la Chine et les États-Unis. Les autres secteurs, hors céréales, sont en recul.



Traçabilité et souveraineté

La traçabilité alimentaire garantit la souveraineté alimentaire en permettant de suivre chaque étape de la chaîne d'approvisionnement alimentaire. Cela inclut la récolte de la matière première, la transformation, la distribution et l'achat par le consommateur. En cas de problème, comme une contamination ou une fraude, la traçabilité permet de localiser rapidement le produit et de prendre des mesures appropriées pour le retirer du marché. Cela protège les consommateurs et contribue à la sécurité alimentaire globale.

Le traditionnel code-barres sur les produits alimentaires va progressivement laisser place à un outil simple et connecté : le QR Code augmenté GS1. En un scan, il peut donner accès à une page d'information enrichie, rassemblant les données partagées par les marques : composition, origine, valeurs nutritionnelles, certifications et bien plus encore.



Pour les entreprises, c'est une opportunité de gagner en efficacité opérationnelle et d'améliorer la transparence sur leurs pratiques.



Pour les consommateurs, c'est un outil pédagogique qui renforce la confiance et favorise des choix éclairés.



Ainsi, il devient un levier pour mieux valoriser les productions françaises et soutenir la souveraineté alimentaire.

CHIFFRES CLÉS

L'agriculture et l'alimentation en France : entre puissance et dépendance



1er

pays agricole de l'UE

La France représente **19 %** de la production agricole européenne.



x4

en 60 ans

Un agriculteur français nourrissait **15 personnes** après-guerre, contre **60** aujourd'hui.



20%

d'importations
alimentaires

La France importe **1 aliment sur 5**, une dépendance doublée en 20 ans.



40%

de la volaille est
importée

Contre **13% en 2000**.



15

millions de repas hors
domicile par jour

50 % des repas hors domicile sont pris en **restauration collective** et **1/3 du budget alimentaire** des ménages est consacré à la **restauration hors domicile**.



25%

de la viande est
consommée hors domicile

Et plus de la moitié de la viande de boeuf servie en restauration est importée.



2/3

des poissons sont
importés

Il y a une inadéquation entre l'offre et la demande : la demande des consommateurs pour du saumon et du cabillaud ne correspondant pas aux ressources halieutiques françaises.



40%

des protéines végétales
sont importées

70 % des légumineuses à graines pour la consommation humaine (lentilles, pois chiche) sont importées (soit **300 000 tonnes**).

LES FORMATS DU FORUM



Le déjeuner

Pour celles et ceux qui souhaitent déjeuner sur place, une formule conviviale est proposée moyennant une participation de 15,99 €.



Une sélection de mignardises salées



Un plat chaud préparé à partir de produits de qualité



Un dessert gourmand

Une occasion idéale pour poursuivre les échanges sans quitter le site du Forum !



LES INSCRIPTIONS SONT ENCORE POSSIBLES À L'ACCUEIL. POUR ÉVITER UNE TROP GRANDE ATTENTE, NOUS VOUS REMERCIONS DE VOUS EN OCCUPER AVANT 12H.



LES CONTROVERSES

Les controverses sont au cœur du Forum : elles confrontent deux points de vue opposés autour d'une question volontairement clivante, avec des intervenants aux profils contrastés.

LES TABLES RONDES

Les tables rondes réunissent plusieurs intervenants autour d'un même thème, dans une logique de complémentarité des approches. Elles visent à croiser les expertises, partager des retours d'expérience et faire émerger des leviers d'action sur des sujets structurants comme l'éducation ou la traçabilité.



LES MASTERCLASS

Les masterclass, animées par un intervenant unique, proposent un éclairage approfondi sur un sujet précis en lien avec l'alimentation, l'agriculture ou les enjeux de transformation. Elles offrent un temps d'écoute et d'analyse, propice à la prise de recul.

LES PITCHS

Les pitchs mettent en lumière des projets concrets, portés par des acteurs engagés dans le renouvellement des pratiques agricoles et alimentaires. En quelques minutes, chaque porteur de projet présente sa démarche, ses résultats et ses perspectives, dans un format rythmé et accessible.



PROGRAMME

Le matin

8H/8H30
SALLE A

PETIT-DÉJEUNER THÉMATIQUE

Quelle souveraineté alimentaire pour le petit-déjeuner à la française ?



Bruno Allix
Boulangier Conseil Forcher les Moulins



Aurore Bescond
Secrétaire générale Unijus



Benoît Gilles
Président du comité Interfel Centre-Val de Loire



Hélène Pérennou
Secrétaire générale chez Syndilait

9H/9H30
AUDITORIUM

CONFERENCE D'OUVERTURE



Emmanuel Vasseneix
Président du Groupe LSDH et de l'Open Agrifood



Morgan Blin
Directeur général de France Loire



Serge Grouard
Président d'Orléans Métropole



Temanuata Girard
Vice-présidente agriculture et alimentation de la Région Centre-Val de Loire



David-Anthony Delavoët
Secrétaire général aux affaires régionales - Préfecture Centre-Val de Loire

CONTROVERSES AUDITORIUM

9H30 - 10H15

AUDITORIUM

C1 : SOUVERAINETÉ : QUELLES LIMITES ?

Animée par Florence Dupraz



Sébastien Windsor
Président de Chambres d'Agriculture France



François-Xavier Huard
Président de la Fédération Nationale de l'Industrie Laitière F.N.I.L.



Remi Dumery
Agriculteur en Beauce



Alexandre Philippon
Citoyen engagé du Club Carrefour

PITCHS



Fabien Ducasse
La Banque des Territoires



Davy Masson
Chambre d'agriculture du Loiret et Chambre Régionale pour Bienvenue à la ferme

10H30 - 11H15

AUDITORIUM

C4 : VEUT-ON LA PEAU DES ÉLEVAGES FRANÇAIS ?

Animée par Florence Dupraz



Jonathan Guéguen
Directeur du think & do tank APALA



Jérôme Tellier
Président d'INTERBEV Centre-Val de Loire



Valérie Leguereau
Agricultrice - éleveuse en Loir et Cher



Fabrice Pisani
Citoyen engagé du Club Carrefour

PITCHS



Rémi Dumery
Cerfrance Alliance Centre



Christophe Rondel
Confluence

11H30 - 12H15

AUDITORIUM

C6 : L'AGRICULTURE A-T-ELLE PERDU LA BATAILLE DE L'ATTENTION POLITIQUE ?

Animée par Jérôme Ripoull (COMFLUENCE)



Maxime Buizard Blondeau
Président de la Chambre régionale d'agriculture de Centre-Val de Loire



Richard Ramos
Député MODEM du Loiret



Frédéric Gond
Agriculteur dans le Loiret



Sandrine Bouval
Citoyenne engagée du Club Carrefour

CONTROVERSES SALLE A

9h30 - 10h15

SALLE A

C2 : LA FRANCE DOIT-ELLE ENCORE NOURRIR LE MONDE ?
Animée par Jérôme Ripoull (COMFLUENCE)



Christian Spiegeleer
Président et directeur général du Syndicat National des Fabricants de Sucre de France



Hermine Chombart de Lauwe
Déléguée générale du CNRA



Romain Proffit
Agriculteur dans le Loiret



Ariane Ekra
Etudiante en droit

PITCHS



Florence Chareyre
La Poste



François Dubois
Semae

10h30 - 11h15

SALLE A

C3 : LE CONSOMMATEUR DÉCIDE-T-IL VRAIMENT ?
Animée par Claude Risac



Loïc de Béru
Fondateur et directeur de 109 Conseils



Barbara Gross
Consommatrice engagée et fidèle participante de l'Open Agrifood



Sandrine Grégoire
Eleveuse dans le Loiret



Alvine Lamant
Citoyenne engagée du Club Carrefour

PITCHS



Margaux Sabatier
Co-Farming



Caroline Renaudat
Engie

11h30 - 12h15

SALLE A

C5 : POUVONS-NOUS CONSTRUIRE UN RÉCIT AGRICOLE ET ALIMENTAIRE COMMUN ?
Animée par Claude Risac



Hervé Lapie
Secrétaire Général de la FNSEA



Mathis Grossnickel
Étudiant à Sciences Po et fidèle participant de l'Open Agrifood



Nicholas Houdmon
Agriculteur en Mayenne



Dominique Perrin
Citoyen du monde

SYNTHÈSE

12H15 - 12H45 - AUDITORIUM



Alexandre de Palmas
Directeur Exécutif de Carrefour France



Stéphane LAYANI
Président du Marché international de Rungis et de la SEMMARIS



Pascal Peltier
Directeur général de METRO France



Emmanuel Vasseneix
Président du Groupe LSDH et de l'Open Agrifood



DÉJEUNER

12H45 - 14H - ATRIUM
Buffet déjeunatoire

14H - 14H45

AUDITORIUM

TB1 : ÉDUCATION, QUI DOIT S'Y COLLER ?

Animée par Florence Dupraz

Grand témoin - Introduction



Stéphane Layani
Président du Marché international de
Rungis et de la SEMMARIS

Grand témoin - Conclusion



Jean-Philippe Agresti
Recteur de la Région académique Centre-
Val de Loire, académie Orléans-Tours



Juliette Gougis
Directrice Conseil chez NutriKéo



Stéphanie ANTON
Responsable RSE du Groupe LSDH



Louis Bonheme
Chef du Pôle mesures incitatives : PNA &
Ecophyto Service régional de l'alimentation



Brunot Cardot
Agriculteur



Mickael Girard
Directeur général d'Elia France

PITCHS



**Sonia
Aubert-Seyres**
Orcom



Anne Lheureux
GRDF

15H - 15H45

AUDITORIUM

TB2 : TRAÇABILITÉ, JUSQU'OU ?

Animée par Christophe RONDEL (COMFLUENCE)



Xavier Barras
Directeur des Opérations chez GS1



Valentin Caron
Agriculteur et président de la
Chambre d'Agriculture du Loiret



Maxime Costilhes
Directeur général de l'ANIA



Alexis Izard
Délégué ministériel à la protection
économique des consommateurs et
ancien député



Bertrand Swiderski
Directeur RSE Groupe Carrefour



Magalie Thebault
Directrice Certification Produits France
Bureau Veritas

PITCHS



Benoît Gilles
INTERFEL souffle ses bougies au Forum !

Pour les étudiants

Découvrez les 15 masterclass animées par des professionnels spécifiquement conçues pour les étudiants.

9H30
10H15

La France face à la crise climatique : quel modèle agricole pour 2050 ?



Brunot Cardot
Agriculteur

Valorisation des territoires par les produits locaux



Pierre de Montlaur
Chargé de mission Projet Alimentaire
Territorial Chambre d'Agriculture du Loiret

Coût et valeur d'un repas : alimentation, production et durabilité



Barbara Gross
Consommatrice engagée et fidèle
participante de l'Open Agrifood

10H30
11H15

Le rôle de l'ANIA dans l'agroalimentaire



Maxime Costilhes
Directeur général de l'ANIA

Les Relais de Croissance en Agriculture, quels sont-ils ?



Pierre Toussaint
Directeur Agronomie Transitions
Innovation, groupe AXERIAL

Comment nourrir la France demain ?



Jean-Marie Séronie
Agroéconomiste

11H30
12H15

Transition agricole : quels leviers économiques ?



Emmanuel Audoin
Responsable de projets chez Bureau
Veritas

Renouvellement des générations et souveraineté alimentaire : comprendre le rôle des banques dans la transmission



Manuel Pinto
Chargé d'animation du marché agricole
chez Crédit Agricole Centre Loire

14H
14H45

Souveraineté alimentaire : comment les chambres d'agriculture y participent



Maxime Buizard-Blondeau
Président de la Chambre régionale
d'agriculture de Centre-Val de Loire

Créer ou reprendre dans l'alimentation durable : projets, modèles et réseaux



Paul-Olivier Claudepierre
Associé-Dirigeant de la Maison
Martin-Pouret

Le rôle d'une fondation dans la transition alimentaire



Julie Landucci
Assistante de Direction & Chargée de
missions chez Fondation Avril

15H
15H45

Comment les médias traitent l'agriculture ?



Christophe Rondel
Directeur général délégué de
CONFLUENCE

Comment éduquer à l'alimentation ?



Mickael Girard
Directeur général d'Elior France

Les métiers de demain dans l'alimentation et l'agriculture durable



Remy Dubois
Chargé de mission emploi à la FNSEA
Centre-Val de Loire



PARTENAIRES

Partenaires institutionnels

ORLÉANS
MÉTROPOLE

ORLÉANS MÉTROPOLE

« Orléans Métropole soutient depuis plus de 10 ans une production et une consommation locales sur le territoire. Ce soutien se traduit notamment par un plan d'actions dédié, la Charte agricole. Par ailleurs, Orléans Métropole ambitionne de fédérer l'ensemble des acteurs de la chaîne alimentaire et s'est engagée fin 2024 dans la construction et le déploiement d'une stratégie alimentaire ambitieuse, le Projet Alimentaire Territorial d'Orléans Métropole. »



François Bonneau
Président du Conseil régional Centre-Val de Loire



RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE

« Faire grandir une alimentation locale, saine et durable est une priorité régionale. La Région Centre-Val de Loire soutient les agriculteurs, les filières et la transformation sur son territoire pour garantir une souveraineté alimentaire partagée et pérenne. »



Marc Gaudet
Président du Conseil départemental du Loiret



DÉPARTEMENT DU LOIRET

« Depuis 2018, avec son projet alimentaire territorial Mangeons Loiret, le Département affirme avec conviction son engagement pour la souveraineté alimentaire. Guide des producteurs locaux, accompagnement des collèges vers plus de local et de qualité dans leur restauration, mise à l'honneur des productions loirétaines lors de grands rendez-vous comme Escale en Fête, le Menu Signature Loiret ou le Salon de la Gastronomie et des Vins d'Orléans : autant d'actions fortes portées par le Département qui soutiennent notre agriculture et qui oeuvrent pour une relocalisation de notre alimentation. »



Virginie Jorissen
Directrice



DIRECTION RÉGIONALE DE L'ALIMENTATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT

« Sous l'autorité de la préfète de région, la DRAAF porte la vision d'une agriculture résiliente et équilibrée. En mettant en œuvre les politiques publiques agricoles et en soutenant les filières locales, nous participons à la sécurité alimentaire et à la souveraineté de nos territoires. A ce titre, l'État est également très engagé sur la structuration de nouvelles filières locales à forte valeur ajoutée. »



Fabien Ducasse
Directeur régional



BANQUE DES TERRITOIRES

« Accompagner les territoires dans leurs transitions est au cœur de notre mission. En finançant des projets agricoles, alimentaires et circulaires, la Banque des Territoires contribue à construire une économie locale forte et à consolider la souveraineté alimentaire partout en France. »



Maxime Buizard-Blondeau
Président de la chambre d'agriculture CVDL



CHAMBRES D'AGRICULTURE CENTRE-VAL DE LOIRE

« Notre rôle est d'accompagner chaque agriculteur dans la réussite et la durabilité de son métier. En valorisant la production locale et l'innovation, la Chambre régionale d'agriculture oeuvre chaque jour à renforcer la souveraineté alimentaire de la région. »

Partenaires



Maxime Costilhes
Directeur général



ANIA

« L'ANIA défend une alimentation française forte, innovante et durable. En accompagnant les entreprises agroalimentaires dans leurs transitions et leurs engagements sociétaux, nous participons à préserver une production nationale diversifiée, pilier essentiel de la souveraineté alimentaire. »



Jean-François Loiseau
Président



AXÉREAL

« En tant que coopérative, nous plaçons les agriculteurs au cœur de la souveraineté alimentaire. Axéreal valorise les céréales françaises et maîtrise la chaîne du champ à la transformation, pour garantir une production locale, durable et compétitive au service de tous. »



Rémi Dumery
Vice-président



CERFRANCE ALLIANCE CENTRE

« Cerfrance Alliance Centre, acteur clé du conseil et de l'expertise comptable, travaille avec les données des agriculteurs pour valoriser, certifier et gérer leurs activités pour une alimentation durable. Les conseils sociaux, environnementaux et économiques des experts Cerfrance sont une source de compétitivité pour leurs adhérents. »



Claire-Lise Hurlot
Directrice générale



CRÉDIT AGRICOLE CENTRE LOIRE

« S'appeler Crédit Agricole nous engage plus que jamais. Merci à ceux qui oeuvrent pour mieux nourrir la France. Nous agissons pour financer toutes les agricultures, encourager les vocations et accompagner toutes les transitions. Les impératifs d'aujourd'hui doivent être associés aux défis de demain. Agir dans l'intérêt de nos clients et de la société, c'est notre mission. »



Mickael Girard
Directeur général



ELIOR

« Nous avons la conviction que la restauration collective peut être un moteur de la souveraineté alimentaire. En privilégiant les produits français, de saison et locaux, Elior agit chaque jour pour une alimentation responsable et accessible à tous. »



Emmanuel Vasseneix
Président



GROUPE LSDH

« La souveraineté alimentaire c'est bien d'en parler, mais c'est mieux d'y contribuer ! Le constat est là : on a perdu notre souveraineté sur les fruits et légumes, on est en train de la perdre sur la viande et c'est même en cours sur le lait ! Fini l'immobilisme, le temps est à l'action collective car des solutions concrètes existent telles que la relocalisation et valorisation de nos filières, les partenariats renforcés avec nos agriculteurs et le partage de la valeur, l'innovation et les investissements dans les filières de demain ! »



Laurent Vallée
Directeur général



CARREFOUR

« Chez Carrefour, nous croyons qu'une alimentation de qualité, locale et accessible à tous est la clé de la souveraineté alimentaire. En travaillant avec les producteurs français et en développant des filières responsables, nous agissons chaque jour pour renforcer notre indépendance alimentaire. »



Jérôme Ripoull
Directeur associé



COMFLUENCE

« En soutenant l'Open Agrifood, Comfluence met ses expertises en communication et affaires publiques au service de la concertation pour une agriculture plus forte et souveraine. »



Caroline Renaudat
Déléguée régionale
Centre-Val de Loire



ENGIE

« Chez ENGIE, nous croyons en une agriculture durable et locale, clé de la souveraineté alimentaire. En accélérant la transition énergétique des filières agricoles et agroalimentaires, en développant des projets d'énergies renouvelables coconstruits au coeur des territoires, nous bâtissons un avenir plus résilient, respectueux des ressources et prêt à relever les défis climatiques. Ensemble, connectons nos forces et cultivons notre indépendance ! »



Bruno Rouille
Directeur associé



ORCOM

« Accompagner durablement les agriculteurs et les entreprises agroalimentaires, c'est notre engagement. Chez Orcom, nous mettons notre expertise au service d'une économie locale solide, pilier indispensable à la souveraineté alimentaire nationale. »



Paul-Olivier Claudepierre
Co-dirigeant



MARTIN-POURET

« Héritiers d'un savoir-faire orléanais, nous défendons une production 100 % française et locale. En travaillant uniquement avec des matières premières nationales, Martin-Pouret perpétue la tradition tout en soutenant la souveraineté alimentaire et les producteurs de nos régions. »



Florence Chareyre
Déléguee au développement régional



LA POSTE

« En tant qu'entreprise à mission, fidèle à ses valeurs de proximité et de confiance, la vision de la souveraineté alimentaire portée par le Groupe la Poste s'articule autour du soutien aux circuits courts alimentaires, de la valorisation des Territoires ruraux et d'une logistique adaptée pour rapprocher producteurs et consommateurs. La Poste considère qu'elle doit jouer un rôle central dans le développement économique des territoires et l'accompagnement de l'agriculture dans sa transition vers une alimentation locale, saine et durable. »

Soutiens



Partenaires médias

LE TROMBINOSCOPE

LE TROMBINOSCOPE

Annuaire professionnel du monde politique depuis 1981, qui présente en photos et biographies les acteurs de la vie politique française et européenne. Outil de référence pour les décideurs, les acteurs économiques et les médias, il offre une information rigoureuse, impartiale et constamment actualisée. De plus, Le Trombinoscope publie chaque mois une revue dédiée à l'actualité politique et institutionnelle, et organise des événements sur mesure, notamment des petits-déjeuners débats réunissant décideurs, élus et experts pour échanger autour des grandes questions politiques, économiques et sociales.

Émergence

ÉMERGENCE – MILLE FAÇONS D'ENTREPRENDRE

Magazine Trimestriel, créateur de connexions en région Centre-Val de Loire. Né d'une volonté de faciliter la coordination des événements professionnels sur le territoire grâce à son agenda partagé, Émergence s'est rapidement imposé comme un média humain et collaboratif, au service des acteurs économiques de la région. Aujourd'hui, « Émergence - Mille façons d'entreprendre » s'étoffe et devient un magazine papier d'actualités locales, enrichi par des rencontres, des événements et des initiatives collectives qui donnent vie à son ADN : créer du lien, inspirer, partager.

ici

ICI RADIO TV DIGITALE

La plateforme Ici Radio TV Digital, développée conjointement par les antennes de proximité de France Télévisions et les radios Ici de Radio France, est le 1er média numérique de la vie locale. Elle donne accès à des contenus au plus près de chaque citoyen pour mieux répondre à leurs attentes et préoccupations, en alliant information, sport, culture, découverte, divertissement, services, pour une expérience interactive complète et personnalisée à travers des articles, des vidéos, des sons, et l'ensemble des flux radio et TV.

horizons

HORIZONS LOIRET

Hebdomadaire consacré à l'actualité économique, agricole et rurale dans le centre de la France. Créé en 1990 par la fusion de journaux agricoles départementaux, il propose aujourd'hui des rubriques ciblant principalement les professionnels de l'agriculture, les entreprises rurales et les acteurs territoriaux.

ANIMATIONS

L'expo photo



L'Open Agrifood Initiatives

L'Open Agrifood Initiatives est un fonds de dotation dont la mission est de sensibiliser la société à la nécessité d'éduquer à l'alimentation dès le plus jeune âge.

L'École de l'alimentation s'invite au Forum Open Agrifood !

Au travers d'une exposition photographique, découvrez les actions en faveur de l'éducation à l'alimentation portées par l'Open Agrifood Initiatives. Un bel aperçu des projets menés avec les jeunes pour les sensibiliser à une bonne alimentation.

Cette exposition rassemble :

Des photographies prises par la photographe Juliette-Andréa Elie dans le cadre de sa participation à la Biennale PhotoClimat 2025, mettant en lumière nos actions en faveur de l'éducation à l'alimentation.

Des images inédites capturées tout au long de l'année lors de nos ateliers d'éducation à l'alimentation, illustrant la participation active des enfants, des enseignants et des familles.



HALL PRINCIPAL

Chaque image raconte un moment d'apprentissage et de partage, révélant comment éducation et ateliers pratiques peuvent contribuer à une prise de conscience des enjeux d'une bonne alimentation par les jeunes.



Juliette-Andréa Elie - photographe

La souveraineté alimentaire repose sur la capacité de chacun à choisir, produire et consommer une alimentation saine et durable. L'École de l'alimentation œuvre pour que les jeunes générations, dès l'école, comprennent ces enjeux : cuisiner avec des produits locaux, cultiver, comprendre le cycle des aliments et faire des choix alimentaires éclairés.

Comprendre pour agir

L'éducation à l'alimentation permet :



De connaître l'origine des aliments : savoir d'où viennent les fruits, légumes, céréales et protéines, et comprendre l'impact des modes de production sur l'environnement et la société.



D'apprendre à cuisiner et transformer les aliments : développer des compétences pratiques qui réduisent la dépendance aux produits transformés et importés.



De faire des choix éclairés : identifier les aliments locaux, de saison et issus de filières durables.

Ces apprentissages sont essentiels pour que chacun devienne acteur de sa propre alimentation, et pour soutenir des systèmes alimentaires résilients et locaux.

L'éducation à l'alimentation en action

L'Open Agrifood illustre ces principes à travers :



Des ateliers en milieu scolaire, où les enfants cultivent des jardins pédagogiques, cuisinent des recettes locales et apprennent à identifier les produits de saison.



Des animations pour le grand public, qui favorisent la compréhension des filières alimentaires et la valorisation des circuits courts.

Vers une autonomie alimentaire durable

En formant dès le plus jeune âge à la connaissance des aliments, à la cuisine et aux choix responsables, l'éducation à l'alimentation :

- Renforce l'autonomie des individus et des communautés.
- Encourage la production locale et la consommation durable.
- Soutient des pratiques alimentaires respectueuses de l'environnement.
- Fait œuvre de justice sociale en donnant les clés pour manger à moindre coût.

En d'autres termes, elle transforme la connaissance en action concrète, et contribue directement à la souveraineté alimentaire.

Bar à graines et exposition itinérante



✳ Jeunes Agriculteurs du Loiret

Créé en 1957, Jeunes Agriculteurs du Loiret est un syndicat professionnel agricole départemental réparti en 10 cantons ayant pour missions d'assurer le renouvellement des générations en agriculture, mais aussi de représenter et de défendre les intérêts des jeunes agricultures et de ceux en phases d'installation.

Les **Jeunes Agriculteurs Centre-Val de Loire**, à l'aide de ses 6 départements, œuvrent pour le **renouvellement des générations en agriculture**, mais aussi pour la défense de leurs professions.

Ce réseau outre son travail syndical, propose différentes **actions de sensibilisation et de vulgarisation auprès de tous les publics**.

Il est essentiel de remettre au cœur de tous les publics l'importance du bien manger et le pourquoi du métier d'agriculteur. Le monde change et l'agriculture évolue. Demain se construit aujourd'hui !

Atelier des Agricultures Durables



Profitez de votre venue à l'Open Agrifood, pour avoir un premier aperçu de **l'Atelier des Agricultures Durables**.

Laurent Muratet (co-fondateur avec Didier Moreau) de l'Atelier sera présent pendant le forum !

Retrouvez-le lors des pauses sur l'espace dédié à l'Atelier des Agricultures Durables.

Pour rappel, ce dernier aborde :

Le contexte de l'agriculture depuis la seconde guerre mondiale.

Les agricultures dites durables et leurs impacts associés.

Le passage à l'action vers des filières plus durables.

C'est une belle opportunité pour découvrir cet Atelier qui rencontre un vif succès !

LE CLUB DES CONSOMMATEURS ENGAGÉS

L'originalité du Forum : une grande participation des citoyens

Ils prennent la parole aujourd'hui :



Alexandre Philipon



Romain Proffit



Alvine Lamant



Fabrice Pisani



Nicolas Houdmon



Sandrine Bouval



Barbara Gross

Le Club des Conso Engagés c'est quoi ?

Ce sont des femmes et des hommes confrontés aux réalités du quotidien, citoyens, consommateurs, PAS tous clients Carrefour, MAIS qui ont envie, et qui font bouger l'enseigne, sur toutes les transitions, en construisant ensemble.



Rejoindre "le Club Consommateur Engagé" c'est :

- **Participer** à des échanges exclusifs avec les fournisseurs
- **Découvrir** les producteurs avec "Le Champ des rencontres"
- **Contribuer** au développement d'actions RSE en magasin
- **Profiter** d'échanges variés, enrichissants et directs avec la direction RSE du groupe Carrefour
- **Porter** la voix de citoyens engagés pour préparer la grande distribution de demain



Je rejoins le club

L'ÉCOLE DE L'ALIMENTATION

L'objectif à long terme est que chaque élève français soit éduqué à l'alimentation.

À moyen terme, c'est que chaque enseignant, volontaire pour mettre en œuvre cette éducation, trouve les contenus et les aides nécessaires. Le territoire visé est national, mais le berceau du projet se situant en région Centre-Val de Loire, c'est sur ce territoire qu'il se développe en premier.

L'action 2025/2026 consiste à tester **une plateforme de contenus** auprès d'une centaine de classes, dont au moins un tiers en région Centre-Val de Loire. Cette plateforme a été mise au point à partir des **retours de l'expérimentation conduite l'année dernière auprès de 30 classes**, de la maternelle au lycée.



Ce projet vise à reconnecter les élèves au vivant et à leur transmettre les fondamentaux d'une alimentation saine, durable et équilibrée à travers quatre types d'ateliers très expérientiels :



ATELIER CUISINE



ATELIER PLANTATION



ATELIER ÉQUILIBRE ALIMENTAIRE



ATELIER AGRICULTURE

Le projet en chiffres

30
classes



20
établissements



138
ateliers cuisine



51
ateliers plantation



103
échanges agriculteur



45
ateliers équilibre alimentaire

L'évaluation du programme, menée à partir de plus de **500 questionnaires élèves, parents et enseignants**, révèle un impact très positif : meilleure reconnaissance des aliments, sensibilisation accrue à l'équilibre alimentaire, découverte du monde agricole.

L'expérimentation a également mis en lumière plusieurs enseignements clés :

- le coût moyen par classe, environ 4 000 € (lié notamment à l'indemnisation des intervenants), constitue un frein à une généralisation à grande échelle,

- les classes de CE2-CM1-CM2 apparaissent comme le niveau le plus propice à l'intégration de ce type de programme, tant sur le plan pédagogique qu'organisationnel.

Face au succès rencontré par ce programme, de nouveaux territoires ont exprimé leur volonté d'y prendre part dès la rentrée 2025.

Le cœur de cette nouvelle phase repose sur la **création et le test d'une plateforme pédagogique en accès libre**, pensée pour **accompagner les enseignants dans la mise en œuvre des ateliers** sans faire systématiquement appel à des intervenants extérieurs.



L'École de l'alimentation est expérimentée depuis la rentrée auprès d'un panel d'établissements pilotes, afin de préparer une **généralisation du dispositif à l'échelle nationale en 2027**.

Cette phase de test mobilise, cette année, une **centaine de classes**, à la fois des classes déjà engagées en 2024-2025 et des établissements découvrant le programme pour la première fois dans d'autres régions (Bretagne, Ile-de-France, Paris, Hauts-de-France).

www.ecole-alimentation.fr

La plateforme pédagogique réunissant l'ensemble des modules du programme d'éducation à l'alimentation est accessible !

IDENTIFIANT : demo

MOT DE PASSE : demo



Structurée autour des quatre mêmes grands axes – agriculture, plantation, équilibre alimentaire et cuisine – la plateforme proposera :



des contenus « clés en main » gratuits (fiches pédagogiques, tutoriels, vidéos, recettes, etc.) ;



un espace annuaire, permettant ponctuellement de mobiliser des intervenants spécialisés ;



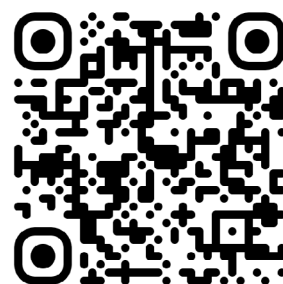
une interface simple avec notation et commentaires pour ajuster les contenus selon les retours des enseignants.

L'objectif est double : faciliter une prise en main autonome par les équipes éducatives tout en garantissant un ancrage territorial via des outils concrets et contextualisés.

Soutenez l'École de l'alimentation en devenant mécène

Vous êtes en faveur d'une éducation à l'alimentation partout et pour tous et souhaitez vous engager sur ce sujet à la fois social sanitaire et environnemental ?

Vous pouvez parrainer une ou plusieurs classes en leur offrant du matériel de cuisine et de plantation, en assistant à certains ateliers et en les aidant à organiser une sortie de fin d'année dans une ferme ou une industrie agroalimentaire (coût par classe : 1500 euros environ).



Devenez mécène du fonds de dotation Open Agrifood Initiatives et bénéficiez d'une déduction fiscale.





L'OPEN AGRIFOOD

Créé en 2014, l'Open Agrifood est d'abord un lieu de rencontres et d'échanges pour permettre à tous les acteurs économiques de la filière et aux citoyens que cela intéresse de mieux comprendre les grands enjeux de la filière. De ces espaces de discussions ont émergé des projets novateurs qui ont permis de faire avancer et de porter de nombreux projets.

A partir de 2022, les travaux de l'Open Agrifood mettent notamment l'accent sur l'éducation à l'alimentation, un enjeu sanitaire, social et environnemental majeur. Par le biais de son fonds de dotation, l'association souhaite que

l'inscription de l'éducation à l'alimentation devienne une réalité dans les programmes scolaires afin de permettre à tous les enfants, partout, d'apprendre à bien manger.



Suivre nos actions



Newsletter Open Agrifood

Suivez les actualités de l'Open Agrifood et de la filière alimentaire : Forum annuel, travail en faveur d'une éducation à l'alimentation partout et pour tous, participation au Salon International de l'Agriculture, actualités des partenaires, avancée des groupes de travail, rencontres...



Newsletter Ecole de l'alimentation

Si vous pensez qu'il est urgent d'éduquer nos enfants à mieux manger, ne manquez rien des initiatives et acteurs engagés pour une alimentation durable et éducative.



Retrouvez-nous sur notre site internet
www.openagrifood.org

Pour découvrir nos projets en cours, nos actions et actualités, c'est par ici :



Nous contacter



Florence Dupraz

Directrice de l'Open Agrifood
fdupraz@openagrifood-orleans.org



Simon Mocoer

Directeur de communication
smocoer@openagrifood-orleans.org

FORUM

24 et 25

OPEN AGRIFOOD NOVEMBRE

